

La question de Cabinda

Séparatismes éclatés, habiletés luandaises et conflits en Afrique centrale

Entre recrudescence de la guérilla indépendantiste et prise en otage de travailleurs étrangers, la question cabindaise a pris ces derniers temps des contours autant politiques que militaires, sans nul doute les plus significatifs depuis la fin des années 1970. Pourtant, les effets de telles actions ne semblent pas pour autant avoir fait évoluer de manière significative et concrète le débat sur le statut de cette enclave. D'une part, le gouvernement angolais semble progresser sur le dossier, sans pour autant que ce « frémissement » soit suivi d'effets pratiques sur le terrain politique et diplomatique. D'autre part, les indépendantistes semblent marquer plus de présence sur le plan militaire, sans cependant mettre véritablement en difficulté ni l'armée angolaise ni même les institutions gouvernementales locales. Enfin, ce « frémissement » indépendantiste ne semble pas non plus avoir une dynamique structurante réelle pouvant réduire les divisions qui minent le mouvement dans son ensemble. Au contraire, jamais il n'a été tant fractionné et affaibli par de nombreux ralliements à la thèse défendue par le gouvernement quant au statut futur de Cabinda.

On présentera une brève rétrospective de ces dernières années afin d'identifier et de situer ensuite les acteurs, les signes d'évolution et les facteurs de blocage du processus.

Quoique n'ayant jamais véritablement « disparu » après l'indépendance de l'Angola en 1975, dans le contexte historique postérieur à la « Révolution des Œillets » au Portugal, le 5 Avril 1974, et ses répercussions en Afrique centrale et australe, la question cabindaise a toutefois traversé une période de moindre intensité, entre novembre 1975 et le début des années 1980. Au milieu de celles-ci, un processus de contacts et de négociations était progressivement mis en place entre le gouvernement angolais et les différentes factions indépendantistes. Ce processus connut des hauts et des bas, avec même des moments de rupture presque totale de dialogue, suivis par des périodes d'intenses reprises de contacts. Mais ces « oscillations »

provoquèrent un intense cycle de divisions entre les factions et au sein même de celles-ci. Parallèlement, on notait l'apparition de tendances plus modérées, disposées à des concessions vis-à-vis du gouvernement angolais. Ce phénomène concerna tant d'anciennes tendances du FLEC autour de figures historiques telles que Ranque Franck, que des formations plus jeunes, issues de divisions du vieux FLEC. Mettant à profit l'ouverture démocratique angolaise, de nouvelles tendances voyaient le jour, sous le label « légal », officiellement cautionnées par le gouvernement de Luanda, qui autorisait l'ouverture de représentations dans la ville de Cabinda.

SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS

FDC	Front démocratique cabindais
FLEC	Front de libération de l'enclave de Cabinda
FLEC-FAC	FLEC-Forces armées de Cabinda
FLEC Interior	FLEC Intérieur
FLEC Original	FLEC Originel
FLEC Renovada	FLEC Rénové
Fonac	Forum des nationalistes cabindais
MLEC	Mouvement pour la libération de l'enclave de Cabinda
MPLA	Mouvement populaire de libération de l'Angola
MRITC	Mouvement de résistance pour l'indépendance totale de Cabinda
MRPC	Mouvement pour le rassemblement du peuple cabindais
OUA	Organisation de l'unité africaine
UGEEC	Union générale des élèves et étudiants congolais
UNALEC	Union nationale pour la libération de l'enclave de Cabinda
UNITA	Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola
UNLC	Union nationale pour la libération de Cabinda

En outre, les interférences des sociétés pétrolières dans ce dossier cabindais, en particulier depuis près de trois décennies, ont parallèlement brouillé la perception de celui-ci. Pour les défenseurs des thèses officielles angolaises depuis la fin des années 1960¹, la question identitaire réelle tendit à être reléguée au second plan, pour ne laisser apparaître que le jeu des compagnies pétrolières et les « ambitions des pays voisins » sur l'enclave. Les péripéties des implications de la française Elf dans le réveil des tendances « congolaises » du FLEC par exemple, en 1974-75, ont, dès lors, eu tendance à pétrifier le discours des dirigeants du MPLA dans une vision

1. Il faut rappeler que dans les années 1960, le MPLA avait une conception différente du devenir de Cabinda. En l'occurrence, le mouvement de libération soutenait dans son programme l'idée d'une prise en considération des réalités locales, de manière à créer une entité au sein de laquelle Cabinda et d'autres régions disposeraient d'une très large autonomie suivant le modèle fédéral soviétique. C'est sur cette base que se fit son alliance avec certains indépendantistes à cette époque. L'évolution vers une inclusion totale de Cabinda dans un État unitaire angolais indépendant a émergé surtout dans les années 1970. Selon certains anciens dirigeants, la question pétrolière, et la potentielle menace d'un modèle « rhodésien », que l'on craignait des compagnies pétrolières basées dans l'enclave, auraient joué un rôle fondamental dans cette évolution. La « Conférence Inter-régionale des militants » du MPLA, tenue en septembre 1974 dans le maquis de l'Est angolais (J.-M. MABEKO-TALI, *Dissidências e poder de Estado. O MPLA perante si próprio (1962-1974)*. Vol. I, Luanda, Nzila, 2001, 473 p. : 217-230), entérina cette évolution en déclarant Cabinda « partie intégrante » du futur État indépendant. (cf. MPLA : *Declaração da Conferência Inter-Régional dos Militantes sobre Cabinda*, septembre 1974 multigr., 1p.).

quasiment schizophrénique de la question cabindaise : le tout ne serait que le résultat de complots extérieurs afin de s'appropriier les richesses de l'enclave, ou tout simplement de l'annexer à l'un ou l'autre des deux pays frontaliers de Cabinda.

L'entrée en lice de personnalités religieuses, dans un affrontement tendant à tourner au bras de fer avec le régime du président José Eduardo dos Santos est donc l'un des faits marquants de ces dernières années.

Les voix des christianismes

L'ouverture démocratique amorcée en Angola au début des années 1990, modifiant structurellement la scène politique nationale, influença de diverses manières la question cabindaise. Elle a permis d'une part que des voix plus nombreuses se fassent entendre au sein de la société civile et de la classe politique, pour exiger des solutions adéquates. D'autre part, les changements politiques ont imprimé une nouvelle dynamique au processus lui-même : non seulement, ils ont obligé le gouvernement angolais à relancer avec plus d'entrain et de sérieux le dialogue avec les mouvements indépendantistes, mais ils ont également augmenté le nombre d'interlocuteurs parmi ces derniers, compliquant par là-même, outre mesure, le processus de négociations et la recherche d'un statut pour Cabinda.

Dans un document daté du 11 octobre 1992, et signé par Dom Paulino Madeca, évêque de Cabinda, on peut lire :

« L'Église de Cabinda, profondément affectée par la situation dramatique qui se vit à Cabinda depuis un certain temps, et face à la recrudescence de la violence et de la violation systématique des droits de l'homme, vient par le présent rapport sommaire faire connaître au monde certains événements qui ne cessent de semer la souffrance et le deuil dans ce territoire »².

L'auteur du document en appelle à une intervention directe de la communauté internationale, justifiant le fait par une longue liste d'atrocités et sévices, qualifiés de « copie fidèle des méthodes nazies », et qui auraient été commis par les troupes gouvernementales angolaises contre la population, en guise de représailles aux attaques et embuscades du FLEC-FAC (Forces armées de Cabinda). L'auteur du document dit ne pas vouloir aborder la question de la situation politique à Cabinda, mais « uniquement préserver le droit et la justice ».

Le 23 janvier 1993, alors que le conflit post-électoral amorcé en novembre 1992 s'étendait à tout le pays, le Conseil presbytéral de Cabinda publiait un autre communiqué, dans lequel il adressait aux autorités gouvernementales les recommandations suivantes :

- 1°) Que l'on informe objectivement le peuple [de Cabinda] ;
- 2°) Que l'on évite d'agiter des groupes et d'attiser des haines séculaires ;
- 3°) Que personne ne profite de la situation pour régler des comptes personnels et se faire justice lui-même [...] ».

2. DIOCESE DE CABINDA, CHANCELARIA DIOCESANA, *Relatório sobre a violação dos direitos humanos em Cabinda*, Cabinda, 11 de Outubro de 1992. [traduction de l'auteur].

En février, le même organe adressait une « Lettre ouverte » au président Eduardo dos Santos, signée par un groupe de treize prêtres, sous la direction de Dom Paulino Madeca, évêque de Cabinda. Dans le nouveau document, le prélat cabindais revenait à la charge en dénonçant la violence et les fusillades « style Far West » qui terrorisaient la ville de Cabinda, à l'instar de celles de la nuit du 22 février 1993. Le document déplorait en outre :

« 1°) La violation du domicile de populations paisibles et innocentes, de manière permanente, abusive et arrogante, digne d'un « état d'urgence » qui, soit dit entre nous, n'a jamais été proclamé ;

2°) Les sévices corporels, inhumains et injustifiés, de gens honnêtes dans leurs propres lieux de résidence ;

3°) Les arrestations du genre « apartheid » de personnes innocentes, perpétrées par des gens qui se sentent encouragés par l'incapacité des autorités légales, et leur mutisme face à tant de violence gratuite ;

4° L'irruption de militaires dans les services d'urgence de l'hôpital local, menaçant les infirmiers d'en finir, disent-ils, avec tous les Cabindais hospitalisés ».

Le document dénonçait ensuite l'attentat qui aurait été perpétré, « par de possibles agents de l'État angolais », contre la personne du père Carlos Maria Mbambi Capita, recteur du séminaire propédeutique de Cabinda, et « les humiliations, sévices et menaces de mort » dont seraient victimes les membres du diocèse. En conclusion, le Conseil presbytéral exprimait son espoir que son « cri soit cette fois entendu par tous, principalement par tous ceux qui détiennent le pouvoir, et que la répression exercée sur le peuple cabindais s'arrête, pour que soit mis un terme à l'incertitude de son avenir ». Et d'ajouter :

« nous souhaitons en outre que les graves problèmes de ce peuple soient résolus par la voie d'un dialogue très ouvert. L'Église, concluait le document, s'est toujours opposée, et continuera de s'opposer à ce genre de violence, quelle qu'en soit l'origine »³.

Un an après cette vigoureuse mise en garde, l'évêque de Cabinda niait encore vouloir « polémiquer » sur les difficultés vécues dans cette province⁴. Mais il ne faisait plus de doute que, forte d'une autorité qui la plaçait au-dessus du cénacle si divisé du mouvement indépendantiste cabindais, l'Église s'était propulsée sur le devant de la scène cabindaise, comme le porte-parole de la société civile. Elle eut beau le nier, l'institution religieuse assumait désormais des positions de plus en plus politiques lorsqu'elle exigeait publiquement le respect de la volonté et de l'identité spécifique du peuple de Cabinda, le respect des droits de l'homme et une solution politique urgente et originale pour ce territoire.

L'autre figure de proue de cette entrée en scène de l'Église catholique fut le Père Jorge Casimiro Congo, de la paroisse de l'« Imaculada Conceição » de Cabinda. Plus direct, ce prêtre engagea un bras de fer avec le pouvoir local, en la personne du gouverneur de la province, Amaro Tati (lui-même un Cabinda). Jorge Casimiro Congo n'y alla pas par quatre chemin : ce que veut

3. *Carta aberta do Conselho presbiteral da Diocese de Cabinda à Sua Excia Presidente da República de Angola*, Engenheiro José Eduardo dos Santos, Cabinda, 5 de Fevereiro de 1993. [traduction de l'auteur].

4. *Jornal de Angola*, Luanda, 23 janv. 1993.

le peuple de Cabinda, c'est l'indépendance. Selon ses propres dires, ces prises de position lui valurent « persécutions » et « menaces de mort »⁵.

Contrairement au prélat catholique, qui s'est longtemps réfugié derrière un discours avant tout humanitaire – en tout cas très modéré – des personnalités protestantes cabindaises, qui s'étaient raliées à la cause indépendantiste, affichaient depuis belle lurette des positions clairement politiques, à l'instar du pasteur Afonso Justino Waco. Se définissant clairement comme indépendantiste, celui-ci est secrétaire général du « Comité national des Cabindais », une organisation basée à Cabinda même, officiellement de caractère associatif, mais militant ouvertement pour la cause indépendantiste, comme le démontrent ses prises de positions publiques. Ce positionnement lui a valu d'entretenir des rapports polémiques et conflictuels avec le gouvernement angolais, comme le démontrent les événements d'août 1998, qui débouchèrent sur l'arrestation et l'emprisonnement du pasteur Waco par les autorités provinciales de Cabinda, sous prétexte que celui-ci aurait fait des déclarations mensongères à la presse internationale sur le mouvement des troupes gouvernementales en direction du Congo-Kinshasa, au début de la rébellion anti-Kabila.

Le mouvement indépendantiste : état des lieux

Du côté des organisations indépendantistes proprement dites, l'un des changements les plus significatifs fut indubitablement l'apparition de nouvelles tendances dites « internes », qui ont ouvert des représentations et travaillent au grand jour dans la capitale provinciale, sous la bénédiction des autorités officielles locales⁶. Cela n'a cependant pas opéré de miracles quant à la solution définitive et attendue par tous mais cela a sans aucun doute permis au gouvernement de souffler un peu, tandis que le mouvement indépendantiste, déjà divisé, se dispersait encore un peu plus. Rappelons ici, à titre indicatif, certains des moments qui auront marqué l'évolution de ces dernières années.

Le repositionnement de vieilles figures indépendantistes

Figure historique du mouvement indépendantiste, et fondateur du MLEC, et plus tard, en 1963, du FLEC dans sa version originale, Luis Ranque Franck avait eu cette autre originalité d'avoir proclamé, l'indépendance de « la République de Cabinda », le 1^{er} août 1975 à Kampala, (Ouganda) en plein sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine où l'on débattait justement de la question angolaise. Le geste n'eut certes pas de conséquences au-delà de sa répercussion médiatique, à un moment où l'OUA se divisait dans le débat sur l'Angola. Mais le vieil indépendantiste avait continué de défendre son idéal et son opposition au gouvernement angolais. Près de deux décennies après, notamment en 1992, Luis Ranque Franck (aujourd'hui

5. *Agora*, Luanda, 7 juil. 2001.

6. Il s'agit notamment (liste provisoire, 1998-99) du FLEC Interior, de l'UNLC (*União Nacional para a Libertação de Cabinda*), et de l'*Associação dos Nacionalistas Cabindenses*.

exilé au Canada), réapparut cette fois dans un positionnement conciliateur vis-à-vis de l'ennemi juré d'hier, prônant le dialogue ouvert avec lui, au grand dam de Nzita Tiago, son ancien compagnon et actuellement président du FLEC-FAC qui dirige une guérilla qui se veut radicale dans le nord de Cabinda. Reçu par le gouvernement et par le chef de l'État angolais, avec les honneurs dus à un hôte de marque, Ranque Franck, suivi par d'autres figures historiques du FLEC Originel donnèrent ainsi leur bénédiction au projet gouvernemental de statut spécial pour Cabinda, avec, comme concession maximale, une large autonomie, inspirée du modèle portugais des « îles adjacentes » des Açores et de Madère. À la suite de ce compromis, sa tendance ouvrit une représentation dans la capitale de la province, sous l'appellation de « FLEC Intérieur » (dont le Comité est coordonné par Belchior Tati⁷). Cela valut de violentes critiques et accusations de la part des autres tendances qui se voulaient radicales, notamment du FLEC-FAC⁸. Pour sa part, malgré le maintien d'un discours jusqu'aboutiste, le FLEC-FAC avait lui-même fini par installer dans la capitale provinciale un « Comité pilote de l'Intérieur » (dirigé par Bonifácio Zenga « Mambo »), dont la tâche essentielle sembla être de maintenir des contacts directs avec les autorités gouvernementales de la province. Il importe de souligner que cette évolution vers plus de dialogue est surtout l'œuvre d'un homme : Augusto Tomás, alors gouverneur (début des années 1990) de la province dont il est lui-même originaire – et plus tard ministre des Finances du gouvernement du Premier ministre Moco, entre 1994 et 1995.

Pour sa part, Nzita Henrique Tiago continua de soutenir que tout dialogue avec le gouvernement angolais ne devait servir qu'à discuter des voies et moyens pour l'accession de Cabinda à l'indépendance. Il propose à cet effet la consultation, par référendum, de la population locale, justifiant cette prise de position par le fait que, historiquement, Cabinda est un protectorat portugais, aux termes d'accords signés entre les Portugais et des chefs cabindais en 1883 et 1885, et de la Constitution portugaise de 1933 qui conférerait le statut de colonie au territoire⁹.

Les principaux acteurs de la scène indépendantiste depuis près de dix ans sont : le FLEC Originel de Luís Ranque Franque ; le FLEC-FAC de Nzita Tiago ; le FLEC Renové de António Bento Bembe ; le FDC de Norbert Itoula ; le MRPC, une dissidence du précédent dirigé par Francisco Xavier Lubota. Dans les faits, le vieux FLEC a été progressivement supplanté sur le terrain par une nouvelle génération indépendantiste, au discours plus guerrier et plus radical. Même s'il appartient à la génération du FLEC Originel, Nzita Tiago (FLEC-FAC) a suivi une trajectoire qui l'a placé en tête du courant favorable à la lutte armée, à laquelle il reste fidèle encore aujourd'hui, et a provoqué un processus de scissions qui allait continuellement mutiler le mouvement indépendantiste. D'aucuns l'accusent même d'être à l'origine de la division qui mine ce mouvement depuis le milieu des années 1970, en tout cas depuis l'échec de la première confrontation militaire directe avec les forces armées du MPLA, le 8 novembre 1975, dans le nord de Cabinda. Pour

7. Lire les déclarations de celui-ci dans *Africa Hoje*, Lisbonne, 54, août 1992.

8. Cf. déclarations d'un chef militaire du FLEC-FAC, *ibid.*

9. *O Público*, Lisbonne, 20 juil. 1991.

sa part, le FLEC Renové est accusé par les autres tendances de violer les traditions africaines et catholiques des Cabindais en soumettant les populations sous son contrôle aux pratiques de la secte Moon à laquelle seraient liés ses principaux dirigeants. On invoque en l'occurrence des pratiques matrimoniales propres à l'« Église de l'Unification », des viols de jeunes filles et mariages forcés pratiqués dans les zones naguère sous son contrôle. En tout cas une crise avait fini par secouer le mouvement, dont il avait résulté l'évincement de son fondateur et premier président, José Tibúrcio Nzinga Luemba. La base du mouvement s'en trouve aujourd'hui profondément érodée.

Le cas du FDC, de Francisco Xavier Lubota (président) et Norbert Itoula (secrétaire général) est sans doute le plus caricatural de la relation dialectique entre la question cabindaise et les problèmes internes des pays de la région, notamment les deux Congo. Allié du régime du président Lissouba, le FDC a, d'une manière plus ou moins directe, participé aux turpitudes qui ont opposé ledit régime tant à ses adversaires internes qu'au régime angolais. On le retrouva notamment dans les combats de la guerre du 5 juin 1997. La chute du régime Lissouba fut en tout état de cause fatale à ce mouvement, dont le secrétaire général et cofondateur, Norbert Itoula (professeur de mathématiques de son état) semble, du moins pour l'instant, avoir décidé de se retirer de la vie politique, ayant repris sa vie normale au Congo. En tout cas, il en résulta bien vite une scission, dont naquit le MRPC, de Francisco Xavier Lubota. Il faudrait sans doute ajouter, pour aller dans le détail de ces oppositions, que l'assemblage de lusophones et de francophones dans ces mouvements ajoute également aux facteurs de divergences. C'est en tout cas ce qui semble avoir été le cas dans la scission du FDC. Culturellement et intellectuellement, Norbert Itoula et Francisco Xavier Lubota ont en effet grandi dans des univers linguistiques et culturels différents. Le premier est un pur produit de *l'intelligentsia* et de l'université congolaises, et ancien activiste des mouvements étudiants congolais dans les années 1960 et 1970, notamment de l'UGEEC¹⁰, alors que le gros des combattants de ce mouvement étaient lusophones. Ce fait semble avoir beaucoup pesé dans la dissidence menée par le second.

Quant à l'UNLC, c'est peut-être le mouvement le plus stable de ces dernières années, et un des moins radicaux. Sa ligne de conduite a jusqu'ici été guidée par la recherche d'une solution négociée au problème cabindais et le maintien de contacts avec le gouvernement angolais. Rien d'étonnant donc à ce qu'on le retrouve parmi ceux qui se rapprochent le plus des thèses gouvernementales angolaises, ou tout au moins, ceux qui sont plus souples quant à la question du statut futur de l'enclave.

L'interminable quête d'un consensus indépendantiste

Toutefois, la tendance reste la recherche d'un consensus entre Cabindais. Cela apparaît à toutes les tendances comme une priorité. D'où l'idée récurrente d'une table ronde, en vue de l'adoption d'une position commune

10. Syndicat étudiant, à l'avant-garde de la contestation de la jeunesse dans les années 1960 et 1970, avant sa dissolution en janvier 1974 par le régime du président Marien Ngouabi.

dans les négociations avec le gouvernement angolais. Mais au regard des oppositions actuelles, on ne saurait dire qu'il y ait eu une grande évolution concrète en la matière.

Cela dit, le processus de contacts et tentatives d'unification politique, déjà ancien il est vrai, reprit avec plus de vigueur pendant la période de transition pré-électorale en Angola. En effet, le 11 novembre 1991, se tenait à Lisbonne une « Conférence de Cadres de Cabinda », à l'issue de laquelle fut formé un « Conseil Suprême de Coordination du FLEC », doté d'un « Collège présidentiel » et d'un Secrétariat général (dirigé par Francisco Assis Peso Bambi). Mais ladite structure fut aussitôt secouée par une division interne, avec la démission, l'année suivante, de certaines figures historiques du FLEC, notamment Ranque Franck, Nzita Tiago et Eduardo Sozinho. Des divergences en matière de stratégie auraient exacerbé les vieilles contradictions, au point que Nzita Tiago qualifiera de « farces de gamins » (*brincadeiras de garotos*) l'organisme de coordination formé à Lisbonne¹¹. C'était donc le retour à la case départ, et le renvoi des signataires du pacte de Lisbonne à leurs vieilles querelles et divisions. Celles-ci s'accrochèrent non seulement entre les tendances, mais également au sein de chacune d'elles. L'exemple le plus remarquable à ce propos fut la scission au sein du FLEC-FAC, notamment entre Nzita Tiago et son chef d'état-major, Vítor Jorge Gomes, qui allait déboucher sur l'arrestation et l'incarcération de ce dernier à Kinshasa, courant 1993, sous accusation d'intelligence avec le gouvernement angolais. Que l'accusation ait été fondée ou pas, le fait est que, aussitôt après sa libération, quelques mois après, Vítor Jorge Gomes arrivait à Luanda, et quatre ans plus tard, en 1998, était nommé assesseur pour le dossier cabindais du ministre de l'Intérieur (André Pitra « Petroff », Cabindais lui-même). Pour sa part, le colonel Mário Zulu, secrétaire aux Relations extérieures du FLEC Renové, abandonnait l'organisation, apparemment pour « saturation » de la vie politique. D'autres tentatives se sont succédées depuis lors, en particulier les rencontres de Kinshasa (1993) et de Lisbonne, dont il a résulté la création du Fonac¹² entendu comme plateforme en vue de négociations avec les autorités angolaises. Mais en s'auto-excluant une fois de plus de cet organe, le FLEC-FAC – principal acteur sur le terrain militaire – en a réduit toute base de représentativité. Ce handicap a semblé être dépassé lors de la rencontre de Paris, cette même année, dont il résulta un consensus quant à la stratégie à suivre dans le nouveau processus de négociations, commencées à Bruxelles également en 1993. Au regard du nombre des participants¹³, on pourrait dire qu'il s'est agi là du premier grand consensus, depuis de longues années, des mouvements indépendantistes cabindais. Quelles en furent les retombées politico-diplomatiques ?

11. *O Público*, Lisbonne, 20 juil. 1991.

12. Le Fonac regroupait les tendances suivantes : FLEC Renové ; FDC ; UNLC ; MRITC – une aile dissidente de l'UNALEC ; le RPDC ; et le FLEC Originel. (*Jornal de Angola*, Luanda, 23 janv. 1994.).

13. Étaient présents les leaders suivants : Nzita Tiago (FLEC-FAC) ; José Loemba Tibúrcio (FLEC Renovada) ; Ranque Franck (FLEC Originel) ; Francisco Lubota (FDC) ; Conde (UNALEC) ; João Massanga (MRITC) ; Lumingo Ngimbi Carneiro (UNLC) ; Menga (RPDC) ; Belchior Taty (Comité para Independência de Cabinda).

En effet, ce consensus ne semble pas avoir impressionné le gouvernement angolais. À moins que ce ne soient les indépendantistes eux-mêmes qui n'aient pu obtenir de plus amples percées sur tous les plans : diplomatique, politique, et surtout militaire. Car, malgré ces changements dans leurs rapports mutuels, le gouvernement angolais continuera encore à affirmer ne pas disposer d'« interlocuteur valable en vue de mener à bon terme les négociations exploratoires », selon les déclarations d'un très haut responsable gouvernemental¹⁴.

L'une des caractéristiques du mouvement indépendantiste cabindais est donc sa constante fragmentation, en factions de plus en plus petites, en un processus, certes, pas totalement fomenté par le gouvernement angolais, mais indubitablement encouragé et dûment exploité par lui. Au regard des ralliements récents, on ne peut que dire que Luanda a encore marqué des points, même si le fond du problème demeure, et aucune réponse n'est encore trouvée à la question du futur statut de l'enclave : autonomie ou indépendance ?

Des contradictions sur le statut futur de Cabinda

L'essentiel du débat de ces dernières années sur l'avenir du Cabinda a tourné autour du binôme autonomie/indépendance, et non plus seulement sur l'unique revendication d'indépendance par les différentes factions indépendantistes. Si l'opposition entre le gouvernement et les indépendantistes paraît logique sur la question, il reste que la division de ces derniers a eu tendance à s'approfondir sur le contre-projet à proposer à Luanda : pour les uns, le statut futur de Cabinda devait être celui d'une large autonomie dans le cadre de la République d'Angola ; pour d'autres, au contraire, c'est l'indépendance ou rien, quoiqu'ils acceptent l'idée d'une phase de transition, après consultation par voie de référendum de la population de l'enclave.

Perspectives indépendantistes et thèses gouvernementales

Les tenants de la première solution acceptèrent, à partir de 1992, de profiter des changements politiques en cours en Angola en 1991-1992 pour se lancer dans une politique de dialogue direct avec le gouvernement. Quant aux défenseurs de la seconde solution, il s'agit fondamentalement de ceux qui mènent une activité militaire sur le terrain. Toutefois, même parmi ceux-ci, il y a des nuances notables, notamment entre les positions du FLEC-FAC et celles du FLEC Renové. Alors que le premier maintient un discours radical et jusqu'aboutiste, le second alterne des positions conciliantes avec des menaces d'intensification de la lutte armée. Du reste le FLEC Renové figurait parmi les factions qui avaient lancé l'idée d'un cessez-le-feu en vue de la tenue d'une « table ronde » à Libreville, en 1995. Celle-ci devait réunir les indépendantistes et le gouvernement angolais et fut précédée d'un cessez-le-feu. Mais le sommet ne dépassa pas le stade des consultations

14. Déclarations du ministre Fernando da Piedade Dias dos Santos, à l'époque vice-ministre de l'Intérieur, *Jornal de Angola*, 15 févr. 1994.

préalables¹⁵. On l'a vu, cette échéance pourtant essentielle se caractérisa par les mésententes habituelles entre factions, et entre celles-ci et le gouvernement. Du moins le résultat ne permit pas d'envisager sous de meilleurs auspices la question du devenir de Cabinda.

Le moins que l'on puisse dire est que les contradictions entre groupes indépendantistes inviabilisent leur combat pour un nouveau *statu quo* – quel qu'il soit – pour Cabinda, et nourrissent la réticence du gouvernement à accélérer le processus de négociations en vue des changements escomptés.

Progrès et permanences dans le débat

Le fait le plus marquant des dernières années, en tout cas depuis les années 1980, aura été l'établissement de négociations directes et régulières entre le mouvement indépendantiste dans son ensemble et le gouvernement angolais. Mais comme l'attestent les procès verbaux de ces rencontres, celles-ci sont caractérisées tout au long des années 1980 par un manque de volonté apparent du gouvernement angolais d'entrer dans le vif du débat, et de répondre sans ambiguïté à la question – clairement posée par les groupes indépendantistes – de l'avenir de l'enclave, ainsi que par une profonde défiance entre les deux parties. En particulier, les indépendantistes estimaient que le gouvernement angolais cherchait à les détruire de l'intérieur en suscitant des dissidences, à défaut de venir à bout des groupes armés, et en utilisant pour cela des complicités dans les pays où sont basés les différentes factions indépendantistes. En outre, il est établi que, pendant que les groupes cabindais parlaient d'indépendance, ou tout au moins d'une large autonomie, le gouvernement parlait quant à lui tout au long des années 1980 de « politique de clémence » ou de « réconciliation nationale »¹⁶. Cela provoqua constamment, lors des négociations, de violentes protestations des délégations indépendantistes et des blocages répétés du processus, jusqu'à la nouvelle dynamique du début des années 1990.

Entre 1986 et 1989 par exemple, le gouvernement angolais et les différents groupes indépendantistes eurent une série de rencontres à Pointe-Noire et Brazzaville, mais également à Luanda (à l'exception, semble-t-il du FLEC-FAC, qui rejetait la capitale angolaise comme lieu de rencontre¹⁷). La lecture des procès verbaux sanctionnant ces rencontres laisse apparaître un évident dialogue de sourds¹⁸. En fait, le débat a longtemps buté sur des questions préliminaires telles que le statut des respectives délégations : les délégations indépendantistes exigeaient en effet d'être considérées et traitées protocolairement par les pays hôtes sur le même pied d'égalité que la délégation gouvernementale (cas du Congo-Brazzaville notamment, mais

15. Cet échec serait dû à une discorde surgie entre les mouvements indépendantistes à propos de la stratégie à adopter face au gouvernement angolais – ce qui va du reste renforcer l'argument invoqué par celui-ci quant à « l'absence d'interlocuteur valable » (cf. *supra*).

16. Voir par exemple le document intitulé : REPÚBLICA DE CABINDA, GOVERNO PROVISÓRIO - FLEC-FAC : *Processo verbal do encontro entre a FLEC e MPLA realizado em Ponta-Negra, República Popular do Congo, de 19 a 21 de Agosto de 1986*.

17. Voir le document (en français) : RÉPUBLIQUE DE CABINDA, GOUVERNEMENT PROVISOIRE - FLEC-FAC- DÉLÉGATION PRÉSIDENTIELLE : *Procès verbal de la réunion entre le FLEC-FAC et le MPLA, réalisée à Pointe-Noire du 28 au 29 mars 1987, à 12h27*.

18. *Ibid.*

aussi au Gabon¹⁹, lors des tentatives de rencontre évoquées plus haut). Venait ensuite la question des priorités à donner à l'ordre du jour des rencontres : pour le gouvernement, la reconnaissance préalable de la souveraineté angolaise sur Cabinda devait précéder tout débat ; pour les indépendantistes, au contraire, la question du statut futur de l'enclave devait figurer en priorité, ce qui dispensait d'autres préséances²⁰. Le débat sur ce thème n'a changé que dans la mesure où le gouvernement angolais a fini par reculer sur la question : il a accepté le principe de débattre du statut futur de la province, mais seulement dans le sens d'en reconnaître le caractère spécifique, tout en continuant de rejeter jusqu'à ce jour toute idée d'indépendance, même précédée d'une phase de transition. Tout au plus défend-on maintenant à Luanda l'idée d'une autonomie inspirée sur le modèle portugais des îles de Madère et Açores. Cette solution n'a obtenu l'adhésion que de certaines factions séparatistes modérées.

En 1996, un document programmatique a été rendu public, par le FLEC-FAC, sur ses objectifs stratégiques dans le cadre des négociations prévues à Libreville. Il y exposait les étapes en vue de la transition vers l'indépendance de Cabinda. En résumé, les auteurs prévoient une phase de transition de cinq ans, durant laquelle les troupes angolaises seraient progressivement démobilisées, en même temps que l'on procéderait à la formation des forces armées du futur État cabindais. Quant au transfert de souveraineté, celui-ci se ferait, affirme-t-on, sur le modèle classique de tout processus de décolonisation d'un ancien « territoire sous administration », c'est-à-dire par le passage progressif de l'administration et des fonctions gouvernementales aux mains des autochtones²¹. Sans doute importe-t-il de rappeler que le FLEC-FAC s'est toujours considéré comme le gouvernement en exil d'un État de Cabinda auquel il ne manquait que la reconnaissance internationale²².

Le rôle des États voisins : évolutions et permanences diplomatiques

Quel que soit le scénario à adopter pour sortir de la problématique cabindaise, les pays voisins sont incontournables. La situation géostratégique de l'enclave, coincée entre les deux Congo, et sans aucun lien physique direct avec l'Angola, oblige à prendre en considération le positionnement desdits pays sur la question. Cela justifie les interminables ballets diplomatiques et sommets de consultation entre Luanda et les capitales voisines, depuis que le problème cabindais est revenu sur le devant de la scène diplomatique en Afrique centrale.

19. Voir : REPÚBLICA DE CABINDA..., *Processo verbal da reunião informal do dia 19 de Agosto de 1986 entre a delegação da FLEC e do MPLA na cidade de Ponta-Negra*.

20. Voir : FRENTE DE LIBERTAÇÃO DO ECLAVE DE CABINDA - FLEC, *Comunicação da delegação da FLEC às negociações entre FLEC e MPLA de 20 de Agosto de 1986 em Ponta-Negra*.

21. Ledit document a été publié dans le bi-hebdomadaire luandais *Folha* 8, 128, 23 juil. 1996, et 129, du 30 juil. 1996.

22. Cf. les documents du FLEC-FAC cités tout au long de ce texte.

Suspicious et accusations

Sur le plan militaire, l'intensification des actions de guérilla, en particulier depuis la fin des années 1980, à partir du territoire du Congo-Brazzaville, était certes réelle, mais modérée par le fait qu'il n'y avait pas un soutien officiel et déclaré de Brazzaville à la cause indépendantiste cabindaise. Quoique les différentes factions aient continué de trouver refuge au Congo, les thèses officielles congolaises depuis l'époque du défunt président Marien Ngouabi continuaient cependant de prôner une évolution négociée, dans le cadre national angolais, d'un statut intermédiaire (une large autonomie), et ce, malgré l'oreille attentive accordée à titre individuel par des dirigeants congolais à la thèse d'indépendance totale de Cabinda. Faute de quoi, ils préféreraient soutenir leur allié angolais (le MPLA), afin d'empêcher que le problème ne soit mis à profit par d'autres forces africaines (en l'occurrence le Zaïre du président Mobutu), ou extra-africaines (les compagnies pétrolières occidentales) pour l'indépendance d'un territoire qui deviendrait inévitablement un pôle d'hostilité contre le régime du MPLA, et, par conséquent, contre ses alliés congolais²³.

Il ne reste cependant aucun doute que la multiplication des ingérences des pays voisins dans la question cabindaise au début des années 1990 est venue radicaliser les positions de part et d'autre. En particulier, et comme on l'a souligné plus haut, les changements politiques opérés au Congo-Brazzaville, avec le passage dans l'opposition du Parti Congolais du Travail – vieil allié du MPLA –, ont eu comme conséquence immédiate la recrudescence de la violence militaire à Cabinda. Quant au Zaïre d'alors, dirigé par le maréchal Mobutu, le gouvernement angolais n'avait jamais espéré rien de constructif de sa part, de sorte que c'est la position de Brazzaville qui importait le plus au régime du MPLA. Dès lors, on comprendra à quel point la question de Cabinda aura contribué dans une grande mesure – moins certainement que celle de l'Unita, il est vrai – à la détérioration des relations entre Luanda et le régime de Pascal Lissouba. La presse angolaise se fit régulièrement, à l'époque, l'écho de l'irritation du gouvernement à ce sujet²⁴. Le président José Eduardo dos Santos lui-même se prononce publiquement sur la question de l'ingérence étrangère, dans une interview accordée à un hebdomadaire portugais, en juillet 1992. Selon le chef de l'État angolais, en réclamant l'indépendance de Cabinda, les leaders du FLEC-FAC, Nzita Tiago et Alfred Raul (un ancien premier ministre du Congo-Brazzaville, d'origine cabindaise, décédé entre-temps) n'en faisaient « qu'une étape en vue de l'annexion par le Zaïre ou le Congo, constituant de ce fait une menace pour la stabilité de l'Angola, et peut-être de toute l'Afrique centrale ». Celui-ci

23. Sur ce débat déjà dans les années 1970, voir J.-M. MABEKO-TALI, *Le Congo et la question angolaise de 1962 à 1976. Les méandres d'une solidarité*, mémoire de maîtrise, Université de Bordeaux III, 1987, 184 p. multigr. : 110-138 (sous la direction de S. Guillaume et C. Coulon).

24. Voir par exemple les articles polémiques publiés par l'hebdomadaire, disparu entretemps, *Correio da Semana*, dans son édition du 13 avril 1992, sous le titre sensationnaliste : « Le Zaïre et le Congo convoitent Cabinda », et par le quotidien *Jornal de Angola*, du 18 mars 1994, sous le titre : « La problématique de Cabinda ». Ce dernier, en particulier, lance des accusations particulièrement graves sur ce que l'auteur de l'article considère comme la volonté du Congo d'anexer Cabinda, provoquant une réponse indignée de l'Ambassade du Congo à Luanda, publiée dans les colonnes du même journal dans son édition du 26 mars 1994.

préconisait pour sa part que fussent trouvés « un point intermédiaire et une solution qui puisse satisfaire les souhaits des populations à travers le dialogue »²⁵. Cette solution est en effet devenue l'élément central du discours des gouvernants angolais sur la nécessité de maintenir Cabinda dans le cadre de l'État angolais, en ne lui conférant qu'un « statut spécial ».

Les évolutions de la diplomatie de Brazzaville sur la question cabindaise

La lecture de rapports diplomatiques congolais relatifs à la question cabindaise révèle à quel point son traitement a subi une évolution dans le milieu diplomatique congolais après les changements survenus dans ce pays au début des années 1990. C'est ainsi que, par exemple, contrairement aux années antérieures, les rapports rédigés par la mission consulaire congolaise dans l'enclave entre 1991 et 1995 expriment clairement une position en faveur de la cause indépendantiste, soutenant sans ambages les thèses du FLEC-FAC, basées sur des arguments historico-juridiques²⁶. Un autre rapport souligne et se félicite de « la résistance armée du peuple cabindais, sous le commandement du Front de Libération de l'Enclave de Cabinda (FLEC-FAC), qui lutte avec détermination pour le recouvrement [sic !] de son territoire, conformément à la constitution portugaise de l'époque, qui démontre et souligne que Cabinda n'est pas l'Angola »²⁷.

Nonobstant, et en dépit de relations qui devenaient de plus en plus difficiles entre l'Angola et le régime de Pascal Lissouba, le Congo a continué de tenir le rôle de lieu de rencontres et de négociations entre le gouvernement angolais et les différentes factions indépendantistes cabindaises, sous le parrainage du pays hôte. Ce fut le cas en novembre 1995, et lors d'une série d'autres réunions qui allaient s'ensuivre. Ces efforts de Luanda n'ont cependant rien produit de véritablement constructif. Au Congo, le régime du président Lissouba ne faisait plus mystère de son soutien aux différentes factions indépendantistes, ainsi que de ses relations privilégiées avec l'Unita. Rien d'étonnant donc à ce que toutes les offres de bons offices des autorités congolaises de l'époque, tout comme les déclarations de bonnes intentions du président Lissouba lui-même sur le caractère inaliénable des frontières coloniales angolaises, n'aient plus jamais été prises au sérieux à Luanda. La détérioration progressive des relations entre les deux capitales montrait du reste qu'aucune des deux parties n'était dupe de l'autre. Et l'engagement du régime du président José Eduardo dos Santos aux côtés du général Sassou-Nguesso dans le conflit congolais montre à quel point l'antagonisme avec le régime de Pascal Lissouba avait atteint un point de non-retour²⁸. Autrement, l'on ne comprendrait pas pourquoi le chef de l'État angolais, connu pour son extrême prudence politico-diplomatique, aurait

25. Cité par le *Jornal de Angola*, 23 juil. 1992.

26. Cf. RÉPUBLIQUE DU CONGO, CONSULAT GÉNÉRAL À CABINDA, *Compte rendu sur le conflit cabindo-angolais*, Cabinda, 25 oct. 1991.

27. RÉPUBLIQUE DU CONGO, CONSULAT GÉNÉRAL À CABINDA, *Rapport sur le développement de la crise sociale et politique dans le territoire de Cabinda*, Cabinda, 10 août 1992.

28. J.-M. MABEKO-TALI, « Quelques dessous diplomatiques de l'intervention angolaise dans le conflit de 1997 », *Ruptures* (Paris, Karthala), 2, 2000, (« Les Congos dans la tourmente ») : 153-164.

pris le risque de s'engager dans la guerre civile congolaise. C'est une preuve de plus que la question cabindaise, tout comme le facteur Unita, sont devenus de véritables baromètres dans les rapports de l'Angola avec ses voisins d'Afrique centrale et australe, ainsi qu'avec le monde extérieur en général.

* * *

Il ne serait certes pas juste de parler de grands progrès dans le déjà très long processus de négociations entre le gouvernement angolais et les différentes factions qui luttent pour un changement de statut – de l'acceptation d'une simple « large autonomie » à la revendication de l'indépendance totale – de l'enclave du Cabinda. Mais il ne fait aucun doute que la question a connu ces huit dernières années de nouveaux contours. Cette évolution est fondamentalement le fruit des changements intervenus à une échelle beaucoup plus large, dans la vie politique angolaise, en conséquence des processus d'ouverture démocratique globale sur le plan continental, et tout particulièrement en Afrique centrale. Quoique le scénario politico-militaire n'ait pas fondamentalement évolué à Cabinda même, au point de menacer l'autorité du gouvernement central, il reste que les factions indépendantistes cabindaises, dans toutes leurs nuances évoquées précédemment, ont obligé le gouvernement angolais à cesser d'envisager la question sous le simple angle de la « réconciliation nationale » entre « frères angolais », selon le *leitmotiv* du discours officiel des années 1980. Elles ont obtenu du gouvernement qu'il accepte, ou du moins que le MPLA reconnaisse, comme il le fit au tout début de la lutte armée contre le colonialisme portugais, l'existence d'un particularisme cabindais.

Si le gouvernement angolais peut se targuer d'avoir remporté quelques victoires diplomatiques dans ce processus de négociations, c'est sans doute pour avoir réussi à amener certaines factions et certaines des figures historiques indépendantistes cabindaises à soutenir ses propres thèses sur le statut futur de l'enclave. Il reste cependant que les changements intervenus sur la scène politique, et l'instabilité politico-militaire actuelle en Afrique centrale laissent la question ouverte, en particulier sur le plan militaire. D'où les risques que fait encore courir la question cabindaise aux relations entre l'Angola et ses voisins d'Afrique centrale. Tout comme l'est l'Unita – et certainement sur une plus longue durée –, le problème de Cabinda restera un facteur permanent de déséquilibre régional en Afrique centrale, et donc une source potentielle de conflits.

Luanda, 31 Août 2001

Jean-Michel MABEKO-TALI
Université Agostinho Neto
